

Grève des élèves et des étudiants pour le climat le 15 mars

Déclaration de solidarité

Adopté par le Comité Exécutif le 12 mars 2019

Les syndicats européens des services publics soutiennent la grève pour le climat que prévoient les élèves et les étudiants le 15 mars 2019. Tout comme eux, nous sommes conscients de l'urgence de la crise et de la nécessité de prendre dès maintenant des mesures significatives pour limiter le réchauffement climatique.

Il s'agit d'un véritable signal d'alarme pour chacun d'entre nous. La FSESP est également d'avis que le réchauffement planétaire et le changement climatique constituent les principales menaces pour les générations actuelles et futures. Les gouvernements et les entreprises en particulier doivent en faire beaucoup plus, mais chacun et chacune d'entre nous doit réagir.

Beaucoup d'entre nous ne seront pas là dans trente ou quarante ans pour connaître un monde sans calotte glaciaire et sans glaciers, et la dévastation qui pourrait résulter de notre inaction.

Les grévistes du climat ont raison. Nous devons prendre les prévisions scientifiques au sérieux et nous efforcer au moins de suivre le scénario d'un réchauffement planétaire de 1,5 degré prévu dans l'Accord de Paris sur le climat. Le problème, c'est que les engagements actuels de nombreux gouvernements nationaux ne permettent même pas d'atteindre cet objectif.

Nous partageons les préoccupations suivantes :

- c'est la jeune génération qui devra gérer la plupart des conséquences du changement climatique si les générations plus âgées ne prennent pas immédiatement de nouvelles mesures en assumant davantage leur part du fardeau (et les implications que cela peut avoir sur leur style de vie, etc.) ; et
- notre système économique, axé sur la maximisation des profits et une croissance économique sans limites, fait partie du problème.

Nous travaillons avec les employeurs et de nombreuses autres organisations afin de plaider pour des mesures plus fortes. Nos emplois dépendent de notre planète. La FSESP insiste pour que les intérêts des travailleurs, des ménages à faible revenu et des pays en développement soient pris en compte.

Nous demandons à ce que la transition juste et la justice climatique fassent partie intégrante des politiques nationales, européennes et mondiales. Nous réclamons plus d'investissements publics dans les énergies renouvelables, ainsi que dans des solutions publiques et collectives. Nous sommes convaincus qu'une telle approche permettrait de créer des emplois aujourd'hui et à l'avenir.

Les jeunes grévistes sont parvenus à placer le changement climatique et la nécessité d'une action urgente en tête des priorités.

Nous leur souhaitons beaucoup de succès et nous espérons que leur action sera massivement soutenue le 15 mars.